

Rapport de Marie-Lise Chanin, Représentante de la France à l'ICSU, à l'AG du COFUSI du 12/01/2016

Activités dans le cadre de nos relations avec les Ministères

Le problème prioritaire cette année a été d'obtenir le renouvellement du contrat souscrit par la France pour assurer le maintien du Bureau de l'ICSU à Paris. Rappelons que le bureau de l'ICSU est installé en France depuis 1971 et que sa présence ainsi que celle de l'UNESCO et de l'OCDE est un atout que la France veut préserver.

La dernière convention précisant les conditions du soutien accordé par la France à l'ICSU avait été signée en Mars 2007 par le Ministre François Goulard lors du déménagement du bureau de l'ICSU du Boulevard Montmorency à l'adresse actuelle Rue Auguste Vacquerie. Cet accord défini pour une période de 10 ans comportait, outre la mise à disposition gratuite des locaux à cette nouvelle adresse, le versement d'une somme de 500 000 €/an pour une période de 10 ans.

Il y avait donc lieu de se préoccuper du renouvellement de cet accord. Des contacts ont été pris par Barbara Erasmus, Nicole Moreau et moi-même au nom du président de l'ICSU avec Mme Fioraso pour discuter de ce dossier dès octobre 2014. A la suite du départ pour raison de santé de Mme Fioraso et de la nomination tardive de Thierry Mandon, nous avons pris contact avec la Direction de la Recherche au Secrétariat d'Etat à la Recherche et établi d'excellents rapports avec nos interlocuteurs. A l'automne dernier, une entrevue avec Anne Peyroche du cabinet de Thierry Mandon nous a alors convaincues que la décision quant à la prolongation de l'accord serait prise sur des critères purement politiques et nous avons alors décidé de porter le problème au niveau du Premier Ministre avant que se tienne la COP21.

En Décembre 2015, pendant la réunion de la COP21, Manuel Valls a répondu au Président de l'ICSU en assurant qu'il « *avait pris connaissance de notre démarche et qu'il demandait à Mr Laurent Fabius et à Mme Vallaud-Belkacem de prescrire un examen approfondi de notre requête et de nous tenir informé de la suite qui lui serait réservée* ». A ce jour, nous n'avons reçu aucune réponse ni de Mr Fabius, ni de Mme Najaud-Belkacem, auxquels nous avons d'ailleurs envoyé copie de la lettre au premier Ministre, ce qui

n'est guère surprenant. Donc nous sommes aujourd'hui dans l'attente d'une réponse essentielle pour l'ICSU qui attend une cette information pour s'assurer du maintien du bureau en France dans de bonnes conditions.

La leçon tirée de ces entretiens ministériels est que l'ICSU n'est pas assez connue des ministères et les personnes que nous avons rencontrées étaient tous heureuses de ce qu'elles apprenaient, mais se sont étonnés d'être si peu informées par les organismes scientifiques qu'ils soutiennent. Nous avons donc chacun d'entre nous en tant que chercheurs ou comme représentants des CNF un devoir d'information à remplir vis-à-vis de nos structures de recherche, qu'il s'agisse du CNRS de l'INSERM, de l'INRA de l'IRD et des universités : celle de faire connaître l'ICSU. En fait nous connaissons la cause de cette absence de connaissance de l'ICSU par le monde qui nous entoure : l'ICSU patronnent les Unions et a généré nombreux programmes scientifiques très bien reconnus; mais lorsque nous évoquons nos travaux, nous mentionnons les structures intermédiaires qui les encadrent, mais rarement la structure qui les recouvre.

Activités dans le cadre de la COP 21

Cette année 2015 a été sur le plan scientifique dominée par la préparation de la COP 21 dans laquelle l'ICSU était très engagé. Beaucoup de scientifiques, outre les spécialistes du climat, ont participé à l'effervescence que cette entreprise a suscitée, qu'ils soient physiciens, chimistes, géographes et d'une façon plus vaste beaucoup de scientifiques venant des sciences humaines.

Je dois mentionner ici le travail très important effectué par Hervé le Treut, président du CNFCG et qui à plus d'un titre a été très engagé dans toutes les étapes de ces travaux. Le sommet de l'activité préparatrice à la COP 21 sur le plan scientifique a été l'organisation et la Présidence du Colloque « Our Common Future under Climate Change » qui s'est tenu à l'UNESCO et à l'UPMC en Juillet 2015 et a attiré des milliers de participants. Il était organisé sous les auspices de l'ICSU, du Programme Future Earth et de l'UNESCO et a donné lieu outre les grandes conférences à de nombreux débats non seulement entre scientifiques mais aussi avec la société civile et les médias.

Le résultat s'est concrétisé par la signature de l'Accord de Paris ; la communauté scientifique est bien consciente qu'il n'est pas parfait, et qu'il y a beaucoup à faire pour le faire évoluer de façon favorable. Cela va donner d'ailleurs au CNFCG un nouveau départ autour d'un comité renouvelé et

dont la constitution sera élargie à un plus grand nombre de disciplines incluant les sciences sociales.

Activités dans le cadre européen

La réunion annuelle du Groupe européen de l'ICSU s'est tenue cette année en France, à Paris les 19 et 20 Novembre à la Fondation del Duca. Au cours de cette réunion ont été présentées les conclusions de la revue interne de l'ICSU et les changements qui sont mis en œuvre par l'ICSU à la suite de ce rapport. On a également discuté de la préparation du plan stratégique 2018-2024. Dans ce cadre l'idée a émergé que le groupe européen fasse des propositions spécifiques correspondant aux préoccupations et priorités européennes. Plusieurs thèmes ont été évoqués, soit des thèmes totalement nouveaux, soit des additions plus spécifiquement européennes aux programmes existant ou envisagés. C'est dans ce contexte que j'ai envoyé un message à tous les présidents et secrétaires des CNF pour qu'ils fassent des suggestions qui seront soumises au groupe européen. Ils seront retenus qu'ils trouvent un écho dans suffisamment de pays. Le fait que le groupe européen fasse des propositions originales au plan stratégique de l'ICSU serait une preuve de l'utilité de cette structure, qui bien qu'informelle démontrerait qu'elle peut jouer un rôle dans la vie de l'ICSU.

Heide Hackmann, directeur Exécutif de l'ICSU nous avait également fait le plaisir d'assister à une partie de la réunion et a présenté les grandes lignes de l'évolution de l'ICSU, mais puisqu'elle nous fait aussi le plaisir d'être présente ce matin, je la laisserai faire cette présentation sans la déflorer.

La représentante du Bureau français de Future Earth en France, Sandrine Paillard et Peter Liss, responsable du bureau européen à East Anglia ont ensuite présenté leurs activités concernant la mise en place des structures qui vont permettre le bon fonctionnement de Future Earth. La coordination entre ces deux bureaux et du groupe européen de Future Earth a été également évoquée.

Après cette réunion le secrétariat du groupe a été transféré de l'Académie de Finlande à Helsinki qui avait assumé ce rôle pendant 5 ans à l'Académie des sciences suisse à Berne sous la direction de Roger Pfister.

Au cours de cette réunion, j'avais organisé avec le soutien financier de l'Académie un dîner à la Fondation del Duca avec le Bureau Exécutif qui était réuni à Paris à cette date, et le personnel de l'ICSU et le bureau du

COFUSI pour échanger des points de vue sur les activités en cours et futures.

Janvier 2016.